

Les espoirs déçus de la réforme de l'action culturelle extérieure de la France, par Catherine TASCA

Depuis des années, ceux qui s'intéressent à l'action du Ministère des Affaires étrangères et en particulier à son action culturelle extérieure ont analysé ses manques et ses faiblesses, tout en réaffirmant le rôle essentiel de notre politique culturelle extérieure à l'appui de la politique d'influence de la France.

Le Livre blanc sur la politique étrangère de la France, comme les travaux des commissions de la Culture et des Affaires étrangères du Sénat ont suscité beaucoup d'attentes et l'espoir d'une véritable rénovation et consolidation de notre réseau culturel à l'étranger.

Mais le projet de loi présenté par le Ministre des Affaires étrangères a profondément déçu. Il est très en deçà de toutes les préconisations, et les correctifs apportés par la Commission des Affaires étrangères n'ont pas suffi à donner à ce texte la chair et l'ambition qui lui manque singulièrement.

A l'origine, la principale innovation de cette réforme consistait en la création d'une grande agence chargée de la promotion de notre culture à l'étranger, qui regrouperait à la fois CulturesFrance et les centres et instituts culturels à l'étranger. Après plusieurs atermoiements, le Ministre des Affaires étrangères a décidé de ne pas trancher et de reporter à trois ans sa décision sur ce rattachement. Ainsi, dès le départ, la principale nouveauté de cette réforme a été vidée de substance.

On est donc loin de la réforme d'ampleur souhaitée.

La création de cette agence, nommée Institut Victor Hugo, pourrait contribuer à rationaliser notre action culturelle à l'étranger, à lui donner davantage de cohérence et de visibilité. Toutefois, elle ne suffira pas à elle seule à lui donner un sens si elle ne s'accompagne pas de mesures dans trois directions : une stratégie claire, des moyens adaptés et une remobilisation des personnels qui finissent par douter de la volonté réelle du gouvernement de poursuivre cette mission.

Tout d'abord, la création de cette agence ne dispense pas – bien au contraire – l'Etat, et, au premier chef, le ministère des Affaires étrangères et européennes, de définir **les objectifs stratégiques** de notre diplomatie culturelle.

Avec la nouvelle Agence, ne risque-t-on pas d'aboutir à un organisme autonome, sans véritable pilotage stratégique ? La création du Conseil d'orientation stratégique dans lequel le Ministre des Affaires Etrangères et le Ministre en charge de la Culture siègeront et travailleront de concert est certes une bonne orientation mais cela suffira t-il à assurer un véritable pilotage ?

En fait, l'idéal serait la création d'un secrétariat d'Etat chargé de l'action culturelle et de l'audiovisuel extérieur, ainsi que de la Francophonie.

En deuxième lieu, se pose **la question des moyens** consacrés à l'action culturelle.

Les crédits alloués au Ministère des Affaires étrangères ont connu une diminution drastique ces dernières années.

Faut-il rappeler qu'environ un tiers de nos centres et instituts culturels situés en Europe ont été fermés depuis 2000, dont plus de la moitié en Allemagne, qui est pourtant notre premier partenaire au sein de l'Union européenne ?

L'action culturelle extérieure sert depuis trop longtemps aux gestionnaires du Quai d'Orsay de variable d'ajustement à la cure d'amaigrissement qui leur est imposée.

Au moment où nos partenaires et concurrents britanniques, avec le British Council, allemands avec le Goethe Institut, espagnols avec les Instituts Cervantès, augmentent fortement les moyens consacrés à la diplomatie d'influence, où la secrétaire d'Etat américaine Mme Hillary Clinton a fait de la diplomatie dite de l'intelligence une priorité de son action, comment expliquer que notre pays soit le seul à réduire fortement les crédits consacrés à l'action culturelle ?

Enfin, toute réforme de notre action culturelle ne peut faire l'impasse sur la question de **la gestion des ressources humaines**.

A l'inverse de l'Institut Goethe allemand ou du British Council, les personnels employés dans les centres et les instituts culturels français, qu'ils soient fonctionnaires détachés ou contractuels, ne font pas de carrière dans le réseau culturel.

Soumis à l'arbitraire de la procédure de nomination, qui dépend généralement du bon vouloir du ministre, n'étant pas formés ni aux tâches de gestion, ni à la culture locale et ne pouvant espérer rester plus de trois ans au même poste, ni faire carrière, ces personnels, qui accomplissent pourtant un travail remarquable avec de faibles moyens, ne sont pas suffisamment valorisés.

Sans une profonde modification du recrutement, de la formation et de la carrière des personnels, toute réforme de l'action culturelle extérieure ne pourra avoir que des effets limités. Or, la réforme proposée, dans sa rédaction initiale, était muette sur cette dimension, ce qui constituait à l'évidence un mauvais signal envoyé aux personnels de notre réseau culturel à l'étranger.

Enfin, je veux croire que le report à trois ans du rattachement des centres et instituts culturels à l'Agence Victor Hugo n'est que transitoire. L'impulsion de l'ensemble du système dépendra forcément du bon branchement entre l'administration centrale, la nouvelle Agence et l'ensemble des Instituts et des Centres. Une des critiques majeures adressée au dispositif actuel visait la difficulté de liaison entre CulturesFrance et les éléments du réseau. Pour le moment, la réforme proposée ne surmonte pas ce défaut. C'est pourquoi, la Commission des Affaires étrangères a tenu à introduire la nécessité d'engager dès l'adoption de la réforme, des expérimentations qui permettront d'évaluer les modalités et conséquences du rattachement du réseau culturel de la France à l'étranger à l'Institut Victor Hugo.

Il incombe au Ministre des Affaires étrangères de mettre à profit ces trois années pour préparer le rattachement et associer les diplomates et les professionnels du réseau à la définition des conditions et moyens d'un tel rattachement.

Catherine Tasca

Vice-présidente du Sénat

Sénatrice des Yvelines

Ancienne ministre de la culture